

Table of Contents

<u>16 MORTS LORS D'UN ATTENTAT SUICIDE PAKISTAN.....</u>	1
<u>LES SOLDATS CANADIENS TROP OCCUPÉS POUR SOULIGNER LE 11 SEPTEMBRE.....</u>	2
<u>LA PAROLE À NOS LECTEURS.....</u>	3
<u>200 MILITAIRES DÉCLARÉS POSITIFS.....</u>	5
<u>Soldats canadiens : 250 "dopés".....</u>	6
<u>Rappeler nos soldats.....</u>	7
<u>Le Senlis Council : des questions sans réponses.....</u>	8
<u>Pays indifférent.....</u>	10
<u>L'armée se défend d'abandonner les conjointes de militaires.....</u>	11
<u>Libre–Opinion: Que voulez–vous vraiment savoir sur l'Afghanistan ?.....</u>	13
<u>Abe au sommet de l'impopolarité.....</u>	15
<u>250 soldats canadiens échouent à un test antidopage.....</u>	16
<u>Harper peu enclin à discuter du retrait des troupes; Le débat doit surtout porter sur les objectifs du Canada en Afghanistan, soutient–il.....</u>	17
<u>Les Canadiens en Afghanistan sont trop occupés pour souligner le 11 septembre.....</u>	19
<u>Les soldats américains en Afghanistan observent une minute de silence pour se souvenir des attentats du 11 septembre.....</u>	21
<u>Ottawa songe à un monument pour les victimes canadiennes du 11 septembre.....</u>	22
<u>Au moins 16 morts dans un attentat–suicide au Pakistan.....</u>	23

16 MORTS LORS D'UN ATTENTAT SUICIDE PAKISTAN

SOURCETAG 0709120251
PUBLICATION: Le Journal de Montréal
DATE: 2007.09.12
EDITION: Final
SECTION: Nouvelles
PAGE: 49
BYLINE: REUTERS
DATELINE: PESHAWAR
WORD COUNT: 107

PESHAWAR -- (Reuters) Un kamikaze pourchassé par la police s'est fait exploser hier dans la ville de Dera Ismail Kahn, dans le nord-ouest du Pakistan, tuant 16 personnes.

Depuis l'assaut donné contre les islamistes de la Mosquée rouge d'Islamabad et l'échec d'un accord de paix conclu dans le nord-ouest du pays avec des groupes tribaux, la violence a gagné en intensité dans ces zones frontalières de l'Afghanistan.

Dans l'attentat suicide commis hier, le kamikaze, un adolescent, a tenté de monter à bord d'un taxi collectif mais a été repéré par des policiers.

Il a alors fait exploser sa charge, tuant deux policiers, un paramilitaire et treize civils.

"La plupart des victimes se trouvaient à bord du véhicule ", a précisé un agent de la police locale.

LES SOLDATS CANADIENS TROP OCCUPÉS POUR SOULIGNER LE 11 SEPTEMBRE

SOURCETAG 0709120227
PUBLICATION: Le Journal de Montréal
DATE: 2007.09.12
EDITION: Final
SECTION: Nouvelles
PAGE: 32
BYLINE: PC
DATELINE: KANDAHAR
WORD COUNT: 109

KANDAHAR — (PC) Les soldats canadiens déployés en Afghanistan n'ont pas pris de moment de répit, hier, pour souligner le 6e anniversaire des attentats terroristes du 11 septembre 2001 aux États-Unis. Un moment de silence, dans ce pays déchiré par la guerre, est une chose rare.

Les soldats canadiens s'inquiétaient plutôt de voir les insurgés chercher à célébrer ces attaques dévastatrices en lançant leur propre mission meurtrière, au moment où le mois sacré du ramadan est sur le point de commencer.

"Peut-être que ça fait augmenter les risques, a dit le soldat Brian Bélanger, de la base de Valcartier. Aujourd'hui, c'est une célébration pour les talibans. "

LA PAROLE À NOS LECTEURS

SOURCETAG 0709120217
PUBLICATION: Le Journal de Montréal
DATE: 2007.09.12
EDITION: Final
SECTION: Nouvelles
PAGE: 29
COLUMN: VOTRE OPINION
WORD COUNT: 435

À visage découvert

Des élections viennent tout juste de se tenir au Maroc, où 98% de la population est de religion musulmane. Les électrices qui se sont présentées aux urnes pour exercer leur droit de vote ont dû le faire le visage découvert, sans exception aucune. Au Canada, où seulement 2% de la population est de religion musulmane, il est au contraire permis d'exercer son droit de vote le visage couvert. Ainsi en a décidé le sage directeur général d'Élections Canada, qui prétend appliquer la loi. Les Canadiens seraient-ils devenus plus musulmans que les imams? Sylvio Le Blanc,

Montréal

Voilée

Le directeur général des élections, pris avec son idée d'accommoder les musulmanes qui portent le voile, suggère à celles-ci de prêter serment si elles refusent de se dévoiler. Alors le serment serait-il en français ou dans la langue parlée de ces musulmanes? Doit-il apporter le Coran et engager du personnel qui comprendra ces personnes assermentées? Il pourrait même dire aux femmes voilées qu'ils leur réserveraient des bureaux de scrutin spéciaux pour elles et où le personnel est constitué uniquement de femmes. De cette façon, le voile tomberait entre femmes et ne serait pas alors requis. Je me demande si les musulmanes traversent la frontière américaine avec un voile, ou quelle solution elles ont pour s'identifier sans se dévoiler. Dans les avions et dans les aéroports, comment ces femmes voilées font-elles pour s'identifier? La loi est-elle appliquée selon le degré d'autorité en face de la personne voilée ou selon une nouvelle approche essai-erreur sur le sol canadien, nommée accommodements raisonnables. Alexandro Mancini

Montréal

Accommodements

On parle beaucoup d'accommodements alors que je vois des soldats qui se font tuer en Afghanistan pour défendre les droits des femmes pour aller à l'école et ne plus porter le voile. Comment se fait-il qu'au Canada on a une deuxième politique selon laquelle les femmes peuvent porter le voile? Je pense que ça brime la liberté des femmes. Je ne comprends pas que les journalistes et la télévision ne puissent pas faire le lien entre les deux. Il y a des soldats qui meurent et des femmes qui portent le voile au Canada. Pierre Lapointe,

Sherbrooke

Lise Thibault

Faire donner une médaille à Lise Thibault par Mme Jean, c'est une vraie farce. Elle a carrément volé, elle n'a aucun remords et elle n'aura certainement pas à rembourser. Le poste de lieutenant-gouverneur devrait être aboli. Solange Leclerc, Montréal

* * *

EXPRIMEZ-VOUS

opinionsjdm.canoe.ca

Mtl : (514) 529-1177 Ext : 1 888 767-6161

200 MILITAIRES DÉCLARÉS POSITIFS

SOURCETAG 0709120211
PUBLICATION: Le Journal de Montréal
DATE: 2007.09.12
EDITION: Final
SECTION: Nouvelles
PAGE: 24
BYLINE: AFP
DATELINE: OTTAWA
WORD COUNT: 196

OTTAWA -- (AFP) Près de 200 militaires canadiens qui auraient dû être déployés en Afghanistan ne l'ont pas été après avoir été déclarés positifs à des tests de dépistage de drogue, a rapporté hier CBC.

Se basant sur des documents officiels obtenus grâce à la loi d'accès à l'information, la chaîne publique CBC indique que l'armée canadienne fait passer des tests de dépistage aux soldats partant pour l'Afghanistan depuis septembre 2006.

Sur quelque 6 800 soldats testés, 195 ont été déclarés positifs et n'ont pas été envoyés en Afghanistan, a indiqué CBC.

Surtout de la marijuana

La plupart ont été contrôlés positifs à la marijuana mais les tests ont montré que certains avaient consommé des drogues plus dures, cocaïne, amphétamines et méphamphétamines. Plusieurs soldats ont d'autre part fourni des échantillons d'urine diluée pour essayer de tromper les contrôles.

L'armée canadienne souligne que la proportion de militaires consommant de la drogue est nettement moins importante que dans l'ensemble de la population, mais elle va élargir son programme de détection à l'ensemble des forces armées, ajoute la chaîne publique.

Il n'avait pas été possible d'obtenir immédiatement de commentaire du ministère de la Défense hier.

Le Canada a déployé dans le sud de l'Afghanistan un contingent de quelque 2 500 militaires, qui est renouvelé par des rotations de différentes unités. !@MOTSCLES=ARMÉE -- DROGUE

Soldats canadiens : 250 "dopés"

PUBLICATION: Le Droit
DATE: 2007.09.12
SECTION: Actualités
PAGE: 28
SOURCE: La Presse
BYLINE: Duchesne, André
WORD COUNT: 434

Depuis un an, quelque 250 soldats canadiens qui devaient être déployés en Afghanistan sont plutôt demeurés au pays après avoir échoué à un test antidopage.

Vingt-quatre d'entre eux sont de la base de Valcartier. La très grande majorité sont des soldats ou des sous-officiers.

Ces chiffres ont été obtenus par la chaîne anglaise de Radio-Canada (CBC) qui les a diffusés hier, sur son site Internet. Le réseau avait compilé ces données à la suite de documents obtenus en vertu de la Loi d'accès à l'information.

Entre septembre 2006 et mai 2007, révèlent les documents, quelque 9500 tests de dépistage ont été réalisés auprès de 6800 soldats en voie d'être déployés. Dans la majorité des 250 cas positifs, on a découvert des traces de marijuana. D'autres drogues plus dures ont été découvertes dans quelques cas cocaïne, méthamphétamines, amphétamines.

"Il s'agit d'un problème sérieux car en Afghanistan, nous nous retrouvons dans un théâtre de combat, a indiqué le brigadier-général Ian Poulter. Des décisions cruciales, parfois de vie et de mort, sont prises dans une fraction de seconde. Nous nous devons d'avoir des soldats en mesure de prendre de telles décisions sans être sous l'effet de drogues."

Invité à commenter, l'ancien lieutenant-colonel Rémi Landry a indiqué à LaPresse qu'à son époque (il a reçu son diplôme du collège militaire en 1973), l'armée était beaucoup plus dure envers les consommateurs de drogue et ce dès l'entrée. "Aujourd'hui, dit-il, une évaluation est faite sur une personne qui reconnaît une consommation au moment de son entrée dans les rangs, dit-il. On fait une distinction entre ceux qui disent avoir essayé la marijuana et ceux qui reconnaissent être des consommateurs réguliers."

Dans tous les cas, les individus se font rappeler régulièrement la prohibition de la drogue dans l'armée. Une personne qui se fait prendre risque de faire face à la justice militaire. Elle a l'occasion de se reprendre en main mais, dans l'intervalle, elle est exclue de certaines opérations, comme les déploiements.

Des 250 soldats qui ont échoué aux tests au cours des derniers mois, une majorité était affectée à la base d'Edmonton. Les autres étaient à Gagetown, au Nouveau-Brunswick, et à Shilo, au Manitoba.

Plusieurs militaires ont été soumis à des tests à la base de Wainwright, en Alberta, le 18 mai dernier. Comme leur identité n'a pas été révélée, on ne sait pas combien pourraient être rattachés à Valcartier (les soldats de Valcartier s'entraînaient à Wainwright, en mai).

Les tests antidopages sont obligatoires pour tous les soldats canadiens avant leur déploiement en mission. En février 2004, la garnison de Valcartier avait annoncé que 19 soldats avaient échoué à un test antidopage ; 17 d'entre eux devaient s'envoler pour l'Afghanistan.

Rappeler nos soldats

PUBLICATION: Le Droit
DATE: 2007.09.12
SECTION: Forum
PAGE: 24
COLUMN: A vous la
parole
WORD COUNT: 235

Comme ancien militaire du Royal 22e, je refuserais d'aller en Afghanistan. Je demanderais donc au premier ministre Stephen Harper de rappeler nos soldats. Sous prétexte d'établir la démocratie dans ce pays, nos soldats meurent et cette guerre est inutile. Derrière cette guerre se cachent les Américains. Quand John F. Kennedy a été tué, tous les soldats canadiens ont été en alerte rouge. Nous devons partir pour la Russie car un espion russe avait tiré le président. Quelle blague !

Les Américains ont raconté plusieurs conneries depuis 40 ans. La liberté que prêchent les Américains est une farce. Ils sont le peuple industriel le plus meurtrier des temps modernes (par exemple les noirs, amérindiens, Mexicains, le Vietnam, Cuba, plusieurs autres dictatures, sans parler du KKK). Saddam Hussein et Ben Laden étaient des amis de la CIA ; aujourd'hui ils détruisent l'Irak. Pourquoi ? Pour le pétrole. Bush l'a enfin admis dans son discours du 20 juillet 2007 : "Si nous partons, le pétrole sera contrôlé par le Moyen-Orient." Malheureusement le gouvernement joue le jeu des Américains. Le peuple canadien a des besoins et vous demande de placer l'argent dans les bonnes valeurs ; la santé, les personnes âgées, les agriculteurs et l'éducation.

Liberty Valance, Saint-Eugène

Le Senlis Council : des questions sans réponses

PUBLICATION: Le Soleil
DATE: 2007.09.12
SECTION: Opinions
PAGE: 27
COLUMN: Analyse
PHOTO: PC
ILLUSTRATION: Le Senlis Council recommande la participation canadienne aux opérations en Afghanistan.
WORD COUNT: 861

Comme il le fait régulièrement depuis 2005, le Senlis Council publiait, le 29 août, un rapport sur les activités de la communauté internationale en Afghanistan, particulièrement celles du Canada. Et comme à l'habitude, le titre du document ne laisse aucun doute sur la charge critique qui s'y trouve : L'Agence canadienne de développement international à Kandahar : des questions sans réponse. Au-delà des observations et des remontrances parfaitement légitimes quant à l'aide aux réfugiés, l'aide alimentaire, les "dommages collatéraux" causés par les bombardements aériens, et les carences en infrastructures – hospitalières, notamment – , deux constats émanent de façon constante des publications du Senlis Council. D'abord, la récupération partielle – pour ne pas dire partiale – des médias à l'égard des conclusions du rapport. Ensuite, le manque de perspicacité des journalistes à l'endroit d'une organisation dont l'intérêt et les intentions sont sujets à de nombreuses zones d'ombre.

Premier constat : un appui aux opérations militaires

Premièrement, malgré son titre incisif et la couverture journalistique à l'avenant dont bénéficie le dernier rapport, il importe certainement de relever une constante – absente des médias – dans les analyses et les recommandations du Senlis Council. La participation canadienne aux opérations y est systématiquement encouragée, et l'on y formule même le souhait d'une augmentation de la contribution militaire. A titre d'exemple, le rapport note le fait que les bombardements de la coalition sont dus au manque d'effectifs sur le terrain, et donc qu'une augmentation des troupes au sol serait de nature à diminuer les risques de victimes civiles découlant des opérations aériennes (p. 18). En aucun moment on n'y relève l'idée de retirer les troupes, que ce soit de façon partielle ou totale du territoire afghan.

Perdu à travers une série d'articles portant sur les fluctuations de l'opinion publique à l'endroit de la mission canadienne en Afghanistan, ce traitement incomplet par les médias des résultats d'analyse du Senlis Council porte à confusion et laisse croire à une raison de plus de retirer les troupes rapidement, ce qui n'est nullement le cas, du moins selon les conclusions de ce rapport.

Second constat : Qui bono?

Ensuite, malgré une récupération presque systématique de ses travaux par la presse canadienne, bien peu de journalistes se sont intéressés à la nature, aux intérêts et aux intentions de cet énigmatique Senlis Council. La plupart des articles se contentent de nommer la source, même controversée, parfois en mentionnant le fait qu'elle est financée par "une douzaine de fondations européennes", mais sans vraiment interroger sa fiabilité et sa pertinence. Et peut-être, surtout, sans remettre en question plus avant la souche principale du financement substantiel qui lui permet de mener des travaux aussi ambitieux. Comme le disaient les Dupond(t) dans Tintin : "Cherche à qui le crime profite."

Dans son édition du 2 janvier dernier, le National Post révélait justement que de nombreuses questions circulent au sujet des contributions généreuses d'un certain Stephan Schmidheiny, philanthrope suisse au passé trouble, notamment pour déni de responsabilité dans des cas avérés d'amiantose (Le Monde diplomatique, décembre 2006). Norine MacDonald, la présidente du Senlis Council, affirme dans ce même article que M. Schmidheiny constitue son unique source de financement, quand les documents officiels de l'organisation – dont le dernier rapport dont il est question ici – évoquent plutôt les contributions financières du Network of European Foundations (NEF).

Étonnamment, une organisation aussi importante que le Senlis Council – qui compte des bureaux à Bruxelles, à Herat, à Kaboul, à Kandahar, à Londres, à Paris, à Ottawa, et à Rio de Janeiro – ne figure actuellement nulle part sur le site Web de ladite fondation, ni sur celui du Mercator Fund, la branche du NEF qui l'a créée. Dans son édition du 18 juillet dernier, la revue Embassy remettait en question à son tour le financement du Senlis, sans plus de succès qu'un vague "nous n'avons rien à cacher" de la part de Mme MacDonald.

Questions sans réponse

Sous le double couvert d'une promotion des initiatives de développement durable et, plus spécifiquement dans le cas du Senlis Council, d'une campagne pour la légalisation de la production de pavot à des fins médicales, les activités philanthropiques de M. Schimheiny (dont le nom n'apparaît, toujours étonnamment, nulle part sur le site Web du Senlis Council) mériteraient certainement quelques investigations plus sérieuses. Un peu de lumière sur les activités d'un think tank aussi influent au pays aurait le mérite de légitimer un travail somme toute intéressant, mais suspect quant à ses intentions véritables. Contentons-nous donc pour l'instant de paraphraser le Senlis et de dire qu'en ce qui concerne les ramifications et le financement de cette organisation, de nombreuses questions demeurent sans réponse...

*chercheur associé à la Chaire de recherche du Canada en politiques étrangère et de défense canadiennes, membre du Réseau francophone de recherche sur les opérations de paix

Pays indifférent

PUBLICATION: Le Soleil
DATE: 2007.09.12
SECTION: Le Monde
PAGE: 22
SOURCE: PC
DATELINE: Toronto
WORD COUNT: 224

Six ans après les attentats terroristes du 11 septembre 2001 aux États-Unis, la commémoration des terribles événements au Canada demeure fragmentaire, mais cela pourrait changer d'ici peu, a fait savoir hier le ministre de la Sécurité publique, Stockwell Day.

Alors que le Canada est impliqué en Afghanistan depuis les attaques de 2001 en sol américain, le Canada n'a toujours pas de monument commémoratif officiel pour les 24 victimes canadiennes.

Des plaques rappelant les attentats ont déjà été installées sur la colline parlementaire et au cimetière Beechwood, à Ottawa, mais le ministère du Patrimoine canadien étudie une demande pour un véritable mémorial, a dit le ministre.

Les soldats canadiens déployés en Afghanistan, où chaque jour est un 11 septembre, n'ont pas pris de moment de répit. Un moment de silence, dans ce pays déchiré par la guerre, est une chose rare.

Les soldats canadiens s'inquiétaient plutôt de voir les insurgés chercher à célébrer ces attaques dévastatrices en lançant leur propre mission meurtrière, au moment où le mois sacré du Ramadan est sur le point de commencer. "Peut-être que ça fait augmenter les risques", a dit le soldat Brian Bélanger, de la base de Valcartier. Hier était une célébration pour les talibans qui pouvaient attaquer un convoi. Les responsables militaires espéraient que l'anniversaire n'entraînerait pas de recrudescence de la violence.

L'armée se défend d'abandonner les conjointes de militaires

PUBLICATION: Le Soleil

DATE: 2007.09.12

SECTION: Actualités

PAGE: 14

BYLINE: Bussières, Ian

PHOTO: – photo le soleil, jean–marie villeneuve

ILLUSTRATION: La colonelle Karen Ritchie a expliqué les mesures de soutien prises à la base de Valcartier lors d'une conférence de presse à laquelle était invitée l'épouse du général à la retraite Roméo Dallaire (à l'arrière–plan).

WORD COUNT: 401

Contrairement au portrait peu flatteur dressé dans le documentaire *Les Épouses de l'armée de Claire Corriveau*, les Forces armées canadiennes se défendent bien d'abandonner les épouses de militaires à leur sort.

"C'est vrai qu'il n'y avait pas beaucoup de services pour nous au début des années 80, mais le besoin n'était pas présent non plus. Plusieurs soldats n'étaient pas déployés et quand ils l'étaient, c'était en Allemagne ou à Chypre, des milieux beaucoup moins dangereux", commentait hier Mme Élisabeth Dallaire, épouse du général à la retraite Roméo Dallaire.

Mme Dallaire était l'invitée d'une conférence de presse du Groupe de soutien de la Force terrestre à la base militaire de Valcartier. Elle souligne que les choses ont changé dans les années 90, quand les militaires de Valcartier ont commencé à être déployés au Cambodge, en ex–Yougoslavie et au Koweït.

Centres famille

C'est là que les centres famille, comme celui de Valcartier, ont commencé à voir le jour. "Depuis le dernier déploiement, le Centre famille de Valcartier (CFV) a reçu beaucoup plus d'appels que d'habitude. Tout le monde a peur de recevoir une mauvaise nouvelle", indique la colonelle Karen Ritchie, commandant du cinquième groupe de soutien de secteur du Québec.

Celle–ci souligne qu'en raison des avancées technologiques, les familles de militaires peuvent communiquer beaucoup plus facilement avec un conjoint déployé qu'autrefois, grâce notamment à Internet et à la vidéoconférence. "A l'époque, on avait droit à un appel téléphonique par semaine qui coupait automatiquement après 10 minutes !" se souvient–elle.

Soutien et entraide

Marie–Claude Chabot, épouse du caporal Patrick Michaud présentement en mission en Afghanistan, et mère de la petite Audrey, est bénévole au CFV depuis quatre ans et vit le troisième déploiement de son conjoint.

"Entre conjointes de militaires, on se soutient, on s'entraide. C'est important, car la mission n'est pas bien comprise et plusieurs ne se rendent pas compte de ce que nous vivons", explique–t–elle.

Le CFV prépare l'avant, le pendant mais aussi l'après–déploiement. "Il ne faut pas oublier que lors du retour, les deux conjoints ont vécu chacun de leur côté durant six mois et ont eu le temps de changer", poursuit Mme Chabot.

"Au retour, c'est toujours comme une lune de miel, comme si on se rencontrait de nouveau, mais la réalité revient rapidement, et le militaire se retrouve confronté à des enfants qui pleurent ; ses repas et son lavage ne sont pas faits pour lui comme lors du déploiement", mentionne-t-elle.

ibussieres@lesoleil.com

Libre–Opinion: Que voulez–vous vraiment savoir sur l'Afghanistan ?

PUBLICATION: Le Devoir
DATE: 2007.09.12
SECTION: ÉDITORIAL
PAGE: a6
BYLINE: Pierre–Luc
Beauchamp
WORD COUNT: 1007

Depuis quelque temps, je remarque un changement dans la couverture médiatique de la guerre en Afghanistan. A l'instar de la mission elle-même, la couverture s'est de plus en plus militarisée. Bien sûr, on pourrait répondre que les médias ne font que refléter l'évolution de la situation, mais les enjeux traités auparavant ont–ils disparu pour autant? Selon moi, cette tendance sert les intérêts du gouvernement conservateur, de l'armée et des grands médias.

D'abord, le gouvernement. En pleine crise de légitimité, tant sur le plan interne que sur le plan international, le gouvernement conservateur doit se débattre avec un appui fragile à une guerre coûteuse dans tous les sens du mot. Les ténors conservateurs le disent eux–mêmes: il faut mieux expliquer la mission aux Canadiens et ils comprendront enfin pourquoi elle est importante. Ici, «comprendre» peut se traduire par «approuver», car il va de soi pour le gouvernement que si les Canadiens comprenaient enfin cette mission, ils s'empresseraient tous de la cautionner. La couverture médiatique répond donc de plus en plus à ce credo en «expliquant» la guerre aux Canadiens.

L'armée canadienne n'a jamais été en si grande forme. Pourquoi? Parce qu'enfin, on parle d'elle! Dans les années «creuses» des libéraux, les dépenses militaires étaient réduites au plus bas et l'armée était en passe de devenir une organisation d'aide humanitaire se cachant derrière quelques armes qu'elle n'avait ni le droit ni les moyens d'utiliser. Or, plus on parle de l'Afghanistan dans une perspective militaire, plus l'armée gagne en visibilité. Le recrutement va bien et les milliards pleuvent des coffres du gouvernement.

Je n'irai pas jusqu'à dire que la couverture médiatique de la guerre est devenue une gigantesque infopub pour l'armée, mais il reste que le fait de voir des militaires en action, d'écouter leurs discours résolus ou de les voir parader fièrement un peu partout ne peut qu'être bon pour l'image de l'armée canadienne. Bien sûr, il y a les morts et les blessés (qu'on imagine d'ailleurs souvent comme des blessés légers alors que plusieurs sont devenus invalides, ce qui est passé sous silence). A ce sujet, je trouve particulièrement hypocrite l'idée d'associer la validité de la mission aux pertes. C'est comme si, collectivement, nous voulions la guerre seulement si les morts ne sont pas de chez nous. Sur ce point, ce sont les militaires qui ont raison en disant que cela n'affecte pas leur engagement, et c'est la population et les élus qui se discréditent en louvoyant au gré des pertes.

Lorsqu'on observe la façon dont est traitée la guerre depuis que la mission s'est transportée à Kandahar, on se rend compte que les reportages sont de plus en plus axés sur les risques que courent les militaires. On parle de plus en plus de missions, d'objectifs atteints, de cibles, de tactiques. On explique aux gens comment fonctionnent les bombes des talibans, on leur décrit l'équipement des militaires comme dans un catalogue Ikea et on ajoute parfois en toile de fond une musique digne d'un film hollywoodien.

Où sont passées les «petites filles afghanes» qui veulent aller à l'école? Elles doivent toutes être restées à Kaboul, laissées en plan en même temps que les sujets d'intérêt public. Mais il est vrai qu'une enquête

journalistique sur les alliances politiques en Afghanistan attire moins de téléspectateurs qu'un reportage–fleuve sur l'attaque d'un convoi transportant des journalistes...

Quel est l'effet de cette couverture de plus en plus militarisée? Tout d'abord, nous entendons beaucoup moins parler des enjeux sociaux de ce pays, pourtant à la base de notre présence là–bas, selon le gouvernement. Ensuite, en donnant une grande visibilité (très aseptisée) à la guerre, on la dédramatise en un certain sens, on la rationalise, on désensibilise la population, on permet aux gens de s'identifier aux militaires et on les place en position d'accepter la mission canadienne, car maintenant, ils la «comprennent» mieux.

Et surtout, on ne remet plus en question les fondements de cette guerre. Les médias répondront qu'il y a de fortes critiques et qu'ils invitent des experts pour en discuter. Mais j'ai observé que les critiques sont de plus en plus adressées à la façon dont la mission est menée. Les armes de nos soldats sont–elles adéquates? Les tactiques employées sont–elles les bonnes? L'armée atteint–elle ses objectifs? C'est comme si le fait de remettre la guerre en question n'était possible que si celle–ci était mal faite!

La question de la présence canadienne est maintenant traitée en fonction du succès ou de l'échec de la mission, mais on oublie de s'interroger sur la légitimité de cette guerre, même dans le cas d'une «victoire». Que se passe–t–il avec l'oléoduc dont rêvaient les États–Unis? Pourquoi l'Afghanistan mérite–t–il l'intervention du Canada au détriment d'autres régions où les droits de la personne sont menacés? L'économie afghane se développe–t–elle de façon positive depuis 2001? Le parlementarisme afghan fonctionne–t–il grâce à notre intervention? On tient un décompte précis des morts canadiens; et les morts afghans, eux? Combien y a–t–il eu de morts chez les civils afghans depuis 2001? Le gouvernement afghan devra–t–il quelque chose au Canada après la guerre? Des faveurs économiques ou politiques ont–elles été accordées à ce jour? Quels sont les liens actifs entre les élus afghans et les grandes entreprises nord–américaines?

Toutes ces questions et bien d'autres ne sont que peu ou pas abordées alors qu'on se complaît à décrire combien de tonnes pèse le nouveau char commandé par l'armée ou quelles sont les différents types de bombes artisanales qui menacent nos soldats. Je pose la question: que voulez–vous vraiment savoir à propos de l'Afghanistan? Pierre–Luc Beauchamp : Étudiant au doctorat en histoire à l'université McGill

Abe au sommet de l'impopularité

PUBLICATION: La Presse
DATE: 2007.09.12
SECTION: Monde
PAGE: A25
COLUMN: Le tour du
globe
SOURCE: AFP
WORD COUNT: 113

La cote de popularité de Shinzo Abe s'effondre à nouveau, selon un sondage publié hier, ce qui affaiblit encore le premier ministre conservateur alors que l'opposition maintient sa vive hostilité à l'engagement du Japon dans "la guerre au terrorisme" en Afghanistan. Selon un sondage du quotidien Yomiuri, moins de 30% des Japonais approuvent l'action du premier ministre, un recul de 14 points par rapport à fin août. Beaucoup de politologues sont convaincus que les jours d'Abe sont comptés et qu'il sera forcé de quitter le pouvoir à la fin de la session parlementaire début novembre.

250 soldats canadiens échouent à un test antidopage

PUBLICATION: La Presse

DATE: 2007.09.12

SECTION: Politique

PAGE: A13

BYLINE: Duchesne, André

WORD COUNT: 437

Depuis un an, quelque 250 soldats canadiens qui devaient être déployés en Afghanistan sont plutôt demeurés au pays après avoir échoué à un test antidopage.

Vingt-quatre d'entre eux sont de la base de Valcartier. La très grande majorité sont des soldats ou des sous-officiers.

Ces chiffres ont été obtenus par la chaîne anglaise de Radio-Canada (CBC) qui les a diffusés hier, sur son site internet. Le réseau avait compilé ces données à la suite de documents obtenus en vertu de la loi d'accès à l'information.

Entre septembre 2006 et mai 2007, révèlent les documents, quelque 9500 tests de dépistage ont été réalisés auprès de 6800 soldats en voie d'être déployés. Dans la majorité des 250 cas positifs, on a découvert des traces de marijuana. D'autres drogues plus dures ont été découvertes dans quelques cas: cocaïne, méthamphétamines, amphétamines.

Un officier de l'armée, cité par la CBC, a indiqué en entrevue que la Défense nationale prenait la chose très au sérieux. "Il s'agit d'un problème sérieux car en Afghanistan, nous nous retrouvons dans un théâtre de combat, a indiqué le brigadier général Ian Poulter. Des décisions cruciales, parfois de vie et de mort, sont prises dans une fraction de seconde. Nous nous devons d'avoir des soldats en mesure de prendre de telles décisions sans être sous l'effet de drogues."

Invité à commenter, l'ancien lieutenant-colonel Rémi Landry a indiqué qu'à son époque (il a reçu son diplôme du collège militaire en 1973), l'armée était plus dure envers les consommateurs de drogue et ce dès l'entrée. "Aujourd'hui, une évaluation est faite sur une personne qui reconnaît une consommation lors de son entrée dans les rangs. On fait une distinction entre ceux qui disent avoir essayé la marijuana et ceux qui reconnaissent être des consommateurs réguliers."

Dans tous les cas, les individus se font rappeler régulièrement la prohibition de la drogue dans l'armée. Une personne qui se fait prendre risque de faire face à la justice militaire. Elle a l'occasion de se reprendre en main mais, dans l'intervalle, elle est exclue de certaines opérations, comme les déploiements.

Des 250 soldats qui ont échoué aux tests au cours des derniers mois, une majorité était affectée à la base d'Edmonton. Les autres étaient à Gagetown, au Nouveau-Brunswick, et à Shilo, au Manitoba. Plusieurs militaires ont été soumis à des tests à la base de Wainwright, en Alberta, le 18 mai dernier. Comme leur identité n'a pas été révélée, on ne sait pas combien pourraient être rattachés à Valcartier (les soldats de Valcartier s'entraînaient à Wainwright, en mai).

L'enquête de la CBC a aussi démontré qu'une douzaine de soldats ont tenté de fausser les résultats en donnant un échantillon dilué d'urine.

Harper peu enclin à discuter du retrait des troupes; Le débat doit surtout porter sur les objectifs du Canada en Afghanistan, soutient-il

PUBLICATION: La Presse

DATE: 2007.09.12

SECTION: Politique

PAGE: A12

BYLINE: Bellavance, Joël-Denis

PHOTO: Photo Mark Graham, associated press

DATELINE: CANBERRA, Australie

ILLUSTRATION: Stephen Harper a soutenu, au cours d'un point de presse en compagnie de son homologue australien John Howard, que le Canada doit remplir ses obligations morales en Afghanistan avant d'en retirer ses troupes.

WORD COUNT: 734

Stephen Harper soutient que le débat sur la mission canadienne en Afghanistan qui fait rage à Ottawa ne doit pas porter uniquement sur la date d'un retrait des troupes. Ce débat doit d'abord et avant tout porter sur les obligations morales du Canada dans ce pays ravagé par des années de guerre.

Le premier ministre a conclu sa visite d'une semaine en Australie hier en laissant entendre que les trois partis de l'opposition à la Chambre des communes sont obnubilés par une seule chose, soit le rapatriement des 2300 soldats canadiens en février 2009, date prévue de la fin de la présente mission dans la région de Kandahar.

Or, M. Harper a soutenu, au cours d'un point de presse en compagnie de son homologue australien John Howard, que le Canada a déployé des troupes en Afghanistan pour protéger sa sécurité nationale et pour rendre le monde plus sécuritaire. Le vrai débat, selon lui, doit donc porter sur le rôle que les troupes canadiennes doivent jouer après 2009 pour s'assurer que les Afghans puissent eux-mêmes assurer la sécurité de leur pays.

"J'espère que durant la prochaine année et demie, au lieu de débattre d'une simple date, nous allons discuter de nos objectifs. Le Canada est allé en Afghanistan pour des raisons de sécurité nationale et internationale. Je crois que depuis que nous sommes là-bas, notamment dans la région de Kandahar, nous avons accepté des obligations", a affirmé M. Harper.

"Je n'entends pas les Nations unies dire au Canada que nous devons partir à une certaine date, a-t-il ajouté. Je n'entends pas non plus les soldats canadiens me demander de retirer les troupes à une certaine date. Les familles des militaires ne le font pas non plus. Nos alliés ne le font pas non plus. En fait, je vois nos alliés comme l'Australie qui augmentent leurs effectifs."

M. Harper a tenu ces propos alors qu'un bras de fer se dessine le mois prochain entre son gouvernement conservateur minoritaire et les trois partis de l'opposition à la Chambre des communes sur la poursuite de la mission canadienne en Afghanistan après février 2009.

En fin de semaine, M. Harper a fait savoir qu'il souhaite prolonger la mission des troupes canadiennes, mais qu'il n'a pas l'intention de tenir un vote précipité sur une prolongation, à moins d'avoir un consensus des autres partis.

Les libéraux et les bloquistes, qui exigent la fin de la mission de combat en février 2009, et les néo-démocrates, qui réclament le retrait immédiat des troupes, ont réagi avec colère en menaçant de renverser le gouvernement lorsqu'il présentera son discours du Trône le 16 octobre.

"Je comprends que les Canadiens veulent que nous quittions l'Afghanistan un jour. Les Afghans devraient être responsables de leur propre sécurité un jour. Je crois que c'est ce que nous devrions tenter d'accomplir. Nous devrions tenter d'atteindre cet objectif au lieu de discuter d'un échéancier arbitraire. J'espère que le débat va changer pour porter sur ce que nous devrions réellement faire, ce qui est la bonne chose à faire", a affirmé M. Harper.

"Je n'entends personne à travers le monde dire que la bonne chose à faire est d'abandonner le peuple afghan. Ce n'est pas ce que j'entends", a-t-il encore dit.

L'Australie reste neutre

Écoulant attentivement les propos de M. Harper, le premier ministre australien John Howard a refusé de mettre son grain de sel dans le débat qui fait rage au Canada sur la mission en Afghanistan. Mais il a tenu à souligner les efforts du Canada dans cette région du globe. "Le Canada porte un lourd fardeau en Afghanistan. () Nous avons beaucoup de respect pour ce que font les Canadiens. Le Canada a déjà encaissé de lourdes pertes par rapport au nombre de troupes que le pays compte en Afghanistan", a dit M. Howard.

L'Australie compte quelque 970 soldats en Afghanistan, dans la province de l'Uruzgan, située tout près de la province de Kandahar, où se trouvent les 2300 soldats canadiens.

"Notre collaboration en Afghanistan est très forte et très étroite", a affirmé M. Howard, en annonçant que le Canada et l'Australie sont tombés d'accord pour financer de nouveaux projets humanitaires en Afghanistan.

Le Canada, qui s'est déjà engagé à verser 1,2 milliard de dollars en aide humanitaire sur 10 ans, débloquera 15 millions de dollars de plus et l'Australie, 10 millions de dollars australiens pour de nouveaux projets de développement locaux (construction d'infrastructures, de système d'irrigation, de routes et réseaux électriques pour des villages).

Harper peu enclin à discuter du retrait des troupes; Le débat doit surtout porter sur les objectifs du Canada

Les Canadiens en Afghanistan sont trop occupés pour souligner le 11 septembre

DATE: 2007.09.11
KEYWORDS: DÉFENSE INTERNATIONALE
PUBLICATION: pcf
WORD COUNT: 398

KANDAHAR, Afghanistan (PC) _ Les soldats canadiens déployés en Afghanistan n'ont pas pris de moment de répit, mardi, pour souligner le 6e anniversaire des attentats terroristes du 11 septembre 2001 aux États-Unis.

Un moment de silence, dans ce pays déchiré par la guerre, est une chose rare.

Les soldats canadiens s'inquiétaient plutôt de voir les insurgés chercher à célébrer ces attaques dévastatrices en lançant leur propre mission meurtrière, au moment où le mois sacré du Ramadan est sur le point de commencer.

"Peut-être que ça fait augmenter les risques, a dit le soldat Brian Bélanger, de la base de Valcartier. Aujourd'hui, c'est une célébration pour les talibans, qui attaqueront peut-être un convoi."

Les responsables militaires espéraient toutefois que le triste anniversaire n'entraînerait pas de recrudescence de la violence, l'année qui s'achève ayant déjà été l'une des plus lourdes en terme de pertes de vie depuis que les talibans ont été chassés du pouvoir en 2001.

Le lieutenant-colonel Claude Fournier, directeur des opérations pour les militaires canadiens en Afghanistan, explique quant à lui que l'importance du 11 septembre 2001 est plus grande pour al-Qaïda que pour les talibans.

"L'Afghanistan est le pays des talibans plus que le pays d'al-Qaïda, et en réalité, nous ne rencontrons pas de nombreux combattants d'al-Qaïda, a-t-il dit. Et si ça veut probablement dire quelque chose pour les talibans, ça n'a rien à voir avec le véritable combat d'al-Qaïda."

Quant au Ramadan, le colonel Fournier précise que le mois a parfois servi d'excuse pour inciter les extrémistes musulmans à se sacrifier. "Mais au même moment, c'est aussi un temps pendant lequel les musulmans pensent aux autres, où ils sont proches de leurs familles, a-t-il dit. Et pour cette raison, nous n'avons encore vu aucun signe réel que ce sera plus (violent)."

Le Ramadan devrait débiter jeudi.

A Kaboul, les soldats américains ont souligné l'anniversaire avec un moment de recueillement, quand leur drapeau a été mis en berne, mais le silence a été de courte durée. Deux conducteurs afghans ont perdu la vie lors d'une attaque kamikaze lancée mardi contre un convoi de ravitaillement de l'OTAN dans la province d'Helmand.

En Australie, le premier ministre Stephen Harper a profité de l'anniversaire pour inciter le Parlement de ce pays à ne pas retirer ses soldats d'Afghanistan.

"Car comme l'ont montré les événements du 11 septembre, si nous abandonnons nos semblables à la pauvreté, à la brutalité et à l'ignorance, dans ce grand village qu'est devenue la planète, leur misère deviendra

inévitablement un jour la nôtre", a-t-il déclaré lors de son passage à Canberra.

Soixante-dix soldats canadiens et un diplomate ont perdu la vie en Afghanistan depuis le début de la mission canadienne.

WW1827-FGJBL206.mag

Les soldats américains en Afghanistan observent une minute de silence pour se souvenir des attentats du 11 septembre

DATE: 2007.09.11
KEYWORDS: INTERNATIONAL
PUBLICATION: pcf
WORD COUNT: 171

KABOUL (AP) -- Les soldats américains en Afghanistan ont observé une minute de silence pour marquer le sixième anniversaire des attentats du 11 septembre 2001 alors que les drapeaux ont été mis en berne sur les bases américaines de tout le pays.

A Kaboul, le général Robert Cone a déclaré devant la centaine de soldats rassemblés sur la base qu'il n'y avait "aucune alternative" autre que la victoire contre le terrorisme.

"Nous sommes ici, six ans plus tard, non pas en force conquérante, non pas en envahisseur cherchant à soumettre les Afghans mais plutôt pour faire ce qui est juste --trouver et détruire notre ennemi commun", a dit le général Cone. "En tant qu'alliés, nous formerons et équiperont les Afghans. Nous les aiderons pour qu'ils subviennent au besoin de leur peuple parce que nous sommes Américains".

A Bagram, la principale base américaine en Afghanistan, une cérémonie est prévue dans la journée à l'heure exacte (8h46 heure de New York) où le premier avion détourné percutait l'une des deux tours jumelles du World Trade Center. AP

ma/v178

Ottawa songe à un monument pour les victimes canadiennes du 11 septembre

DATE: 2007.09.11
KEYWORDS: INTERNATIONAL JUSTICE POLITIQUE
PUBLICATION: pcf
WORD COUNT: 351

TORONTO (PC) _ Six ans après les attentats terroristes du 11 septembre 2001 aux Etats-Unis, la commémoration des terribles événements au Canada demeure fragmentaire, mais cela pourrait changer d'ici peu, a fait savoir mardi le ministre de la Sécurité publique, Stockwell Day.

Alors que le Canada est impliqué en Afghanistan depuis les attaques de 2001 en sol américain, le Canada n'a toujours pas de monument commémoratif officiel pour les 24 victimes canadiennes.

Des plaques rappelant les attentats ont déjà été installées sur la colline parlementaire et au cimetière Beechwood, à Ottawa, mais le ministère du Patrimoine canadien étudie une demande pour un véritable mémorial, a dit le ministre.

"C'est très important de se rappeler et de rappeler aux gens que le Canada n'est pas à l'abri de la menace et du danger, et en voyant les membres des familles des personnes tuées (...) cela nous le rappelle", a-t-il déclaré. "C'est le but, l'avantage, non seulement d'une cérémonie comme celle-ci, mais d'un mémorial même."

M. Day a ajouté que le gouvernement se prépare aussi à adopter une loi qui autorisera les victimes canadiennes à poursuivre des gouvernements étrangers et des groupes qui soutiennent le terrorisme.

C'est ce que demandait la coalition canadienne contre la terreur depuis trois ans. Selon son porte-parole, Aaron Blumenfeld, l'annonce du ministre Day, le jour anniversaire du 11 septembre, est bon signe. Si les conservateurs et l'un des autres partis appuient une telle législation, cela peut se faire assez rapidement, a-t-il ajouté.

Les familles des 24 Canadiens tués dans les attentats du 11 septembre ont participé mardi, à Toronto, à une cérémonie à laquelle prenaient part M. Day ainsi que les proches des victimes canadiennes de l'attentat à la bombe contre un avion d'Air India en 1985.

L'événement a été ponctué d'un moment de silence, et de la lecture à voix haute des noms des victimes canadiennes.

La femme d'un des disparus, Maureen Basnicki, a dit appuyer la création d'un monument national et d'une cérémonie officielle pour permettre aux Canadiens de se rappeler de ce qui s'est avéré une attaque contre la démocratie et la liberté. "Cela n'a pas seulement tué des innocents, c'était une attaque contre tout ce en quoi nous croyons", a-t-elle dit.

Le premier ministre Stephen Harper a transmis ses condoléances depuis l'Australie. Elles ont été suivies peu après par celles du chef de l'Opposition, Stéphane Dion.

GG2100-FGJD302.mag

Au moins 16 morts dans un attentat–suicide au Pakistan

DATE: 2007.09.11
KEYWORDS: INTERNATIONAL
PUBLICATION: pcf
WORD COUNT: 112

DERA ISMAIL KHAN, Pakistan (AP) -- Un attentat–suicide a fait au moins 16 morts mardi dans le nord–ouest du Pakistan, ont annoncé les autorités locales.

Un kamikaze s'est fait exploser sur une camionnette transportant des passagers à proximité d'un village près de la ville de Dera Ismail Khan.

L'attentat a fait 16 morts et 16 blessés, selon le porte–parole du ministère de l'Intérieur Javed Iqbal Cheema. Mais le Dr Ahsan Waheed, de l'hôpital local où ont été conduites les victimes, a affirmé que 18 personnes étaient mortes et 18 avaient été blessées.

Cet attentat s'inscrit dans la série d'attaques qui ont eu lieu récemment dans la région frontalière du Pakistan avec l'Afghanistan, en proie à une résurgence de l'insurrection des talibans. AP

jp/v375